

Hervé FERON apporte tout son soutien à Najat VALLAUD-BELKACEM après ce nouveau dérapage lamentable de Madame Rosso-Debord.

(Article extrait de www.leparisien.fr)

Une responsable UMP, Valérie Rosso-Debord, a accusé vendredi Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole de François Hollande, d'appartenir au « Conseil de la communauté marocaine de l'étranger » (CCME).

Ce n'est plus le cas, a précisé à l'AFP l'intéressée, une information confirmée à la lecture du site internet du CCME. Ce samedi, Manuel Valls a déploré cette « nouvelle attaque odieuse de l'UMP » sur twitter, tandis que la députée Sandrine Mazetier, secrétaire nationale du PS à l'Immigration s'est dit « profondément choquée ».

Une appartenance « ennuyeuse », dénonçait Valérie Rosso-Debord

Dans un communiqué publié dans la soirée de vendredi, la déléguée générale adjointe de l'UMP dénonçait l'appartenance de Najat Vallaud-Belkacem à une instance qui « a pour but de renforcer l'identité marocaine des Marocains de l'étranger, d'émettre des avis sur leur éducation religieuse (en l'occurrence musulmane) ». « Même si le Maroc est un pays ami, cela est un peu ennuyeux qu'une élue républicaine appartienne à ce Conseil (...) En effet, Mme Vallaud-Belkacem est prompte à s'indigner quand l'UMP parle d'identité nationale mais elle est prête à défendre l'identité marocaine », affirmait la députée de Meurthe-et-Moselle, qui « souhaite interroger » le candidat PS à la présidentielle « sur sa porte-parole, qui est également élue de Lyon et candidate aux élections législatives ».

Contactée par l'AFP, Mme Vallaud-Belkacem a indiqué que, si elle avait bien été membre de cette instance, ce n'était plus le cas. « J'en ai fait partie de décembre 2007 à décembre 2011: un engagement volontaire et bénévole au service de l'intérêt général et du dialogue entre les cultures, un parmi tant d'autres. Pourquoi le découvrir maintenant, à 7 jours d'une élection présidentielle ? », s'interroge-t-elle.

Dans ce « contexte électoral », poursuit-elle, « ce n'est pas moi qui suis visée, attaquée, soupçonnée - même le Front national avait laissé à ses militants répudiés et sympathisants anonymes la vilaine tâche de répandre sur Internet cette accusation de double allégeance, cette calomnie d'un autre siècle ». Elle estime que « c'est une certaine idée de la France qui est visée ». « Le droit à la double nationalité est un droit magnifique, ancré profondément dans l'histoire de notre pays », ajoute encore la responsable socialiste.

Najat Vallaud-Belkacem dément et dénonce une obsession à son égard

En déclarant que «les membres de ce conseil peuvent recevoir des indemnités», Valérie Rosso-Debord avait laissé entendre que la porte-parole du candidat PS avait pu être rémunérée.

«Puisque les militants d'extrême-droite et maintenant l'UMP de Nicolas Sarkozy ont décidé d'en faire leur obsession à mon égard», précise Najat Vallaud-Belkacem, «il s'agit d'une institution très transparente qui ne vaut pas autant de mystères et qui rassemble des Marocains qui vivent à l'étranger pour qu'ils apportent leur expérience, leur regard extérieur sur leur pays d'origine».

«N'être plus membre de cette instance depuis 4 mois, après y avoir été pendant 4 ans, n'enlève rien à la légitimité des questions», a insisté Valérie Rossi-Debord dans la matinée sur le réseau de microblogging.

Qu'est-ce que le CCME

Le CCME, créé par le roi du Maroc Mohammed VI en 2007, comprend 35 membres, Marocains installés à l'étranger, partout dans le monde, ou personnalités ayant la double nationalité. Selon le site internet du CCME, c'est le cas notamment de Mohammed Moussaoui, de Paris, ingénieur et président du Congrès mondial des citoyens d'origine marocaine (et non du Conseil français du culte musulman, présidé par un Mohammed Moussaoui homonyme), de Raphy Marciano, directeur du Centre communautaire juif de Paris et proche du grand rabbin de France Gilles Bernheim, et de Daniel Amar, directeur général du Congrès juif canadien, section Québec.